

Émilie MARCOVICI

Maître de conférences, Université Jean Moulin, Lyon 3
emilie.marcovici@univ-lyon3.fr



FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES- UNIVERSITE TOULOUSE 1

- 2011 : -Qualification aux fonctions de Maître de conférences - Droit public
- 2010-2011 : -Certificat d'aptitude à la profession d'avocat *École des avocats du Sud-Ouest Pyrénées*
- 2003-2009 : -Doctorat en Droit public *Mention Très honorable avec les félicitations du jury*
- 2004-2005 : -Diplôme de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel (*Tunis*)
-Certificat d'études Judiciaires
- 2003-2004 : -DEA de Science politique *Mention Bien*
- 2002-2003 : -DEA de Droit public fondamental *Mention Bien*
-Maîtrise de Science politique
-Lauréate de la Faculté de droit (Méthode de la Science politique) *2^e Prix*
- 2001-2002 : -Maîtrise de Droit public *Mention Bien*
-Diplôme de l'Institut des Études Juridiques d'Urbanisme et Construction *Mention A. Bien*
-Diplôme d'Université en Langue de Spécialité, Anglais *Mention Bien*
-Lauréate de la Faculté de droit (Droit administratif) *1^{ère} Mention*
- 1998-2001 : -Licence de Droit *Mention A. Bien (1^{ère} A)*

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ET EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE

1 - Activités pédagogiques

■ Activités d'enseignement

Depuis septembre 2012 : **Maître de conférences à l'Université Jean Moulin - Lyon 3**

Enseignements dispensés depuis 2012 :

- Droit constitutionnel, Cours magistral, Licence de Droit, 1^{ère} année, Semestre 1
- Droit constitutionnel, Cours magistral, Licence de Droit, 1^{ère} année, Semestre 2
- Institutions administratives, Cours magistral, Licence de Droit, 1^{ère} année
- Droits constitutionnels étrangers, Cours magistral, Licence de Droit, 2^{ème} année
- Droit de la fonction publique, Cours magistral, Licence de Droit, 3^{ème} année
- Droit des collectivités territoriales et de l'intercommunalité, Cours magistral, Master 1^{ère} année (cours mutualisé : Masters 1 de Droit public fondamental, Gouvernance des risques environnementaux, Droit de l'Environnement, Carrières publiques, Droit des contrats publics)
- Droit de la responsabilité administrative, Cours magistral, Master 1^{ère} année (cours mutualisé : Masters 1 de Droit public fondamental, Gouvernance des risques environnementaux, Droit de l'Environnement, Carrières publiques, Droit des contrats publics)
- Question prioritaire de constitutionnalité, Séminaire, Master de Droit public des affaires, 1^{ère} année, IDEA

- 2012 (1^{er} s) : Chargée d'enseignement (contrat LRU) à l'Université de Bretagne Sud
- 2010-2011 : Chargée d'enseignement à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne
- 2008-2009 : Chargée de cours au Centre Régional de Formation et de Perfectionnement aux Fonctions de Direction, Toulouse
- 2006-2008 : ATER à l'Université Toulouse 1
- 2003-2006 : Chargée d'enseignement à l'Université Toulouse 1

▪ Autres activités pédagogiques

- Depuis 2016 : Enseignante référent auprès des étudiants de Licence– Plan « réussite Licence »
- Depuis 2017 : Maître de stage d'étudiants en Licence 3 de droit public

2 - Activités professionnelles (Hors enseignement)

- 2010-2011 : Conseil d'État : agent contractuel à la Section du rapport et des études, sous la responsabilité de M. O. Schrameck
Participation à l'élaboration des considérations générales de 2011, « Consulter autrement, participer effectivement »

ACTIVITES DE RECHERCHE

1 - Principales publications

a-Travaux en droit administratif

▪ Ouvrage

- « Les métropoles en France », LGDJ, décembre 2019. Préface de M. le Professeur M. Bouvier.

▪ Articles :

→ Droit de la décentralisation

- « Tourisme et développement économique: quelles interactions ? », *Tourisme et métropoles en PACA : compétences et enjeux*, L'Harmattan, 2019.
- « L'articulation des compétences de la métropoles de Lyon avec celles des communes », in *La métropole de Lyon – De la singularité à la modélisation*, L'Harmattan, 2019.
- « Acte 3 de la décentralisation : vers un couple métropole-région « à la française » ? », in *Métropolisation, régionalisation et intercommunalité rurale. Quel impact sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe ?*, Institut Varenne, Collection Kultura, 2018, p. 329.
- « Les liens entre les grandes régions et les métropoles modernisées : la difficile recherche d'un équilibre », *Droit et gestion des collectivités territoriales*, "Les grandes régions", Le Moniteur, 2018.
- « Les métropoles, entre "alliance" et "absorption" des territoires », *Pouvoirs locaux*, "Collectivités territoriales : quels jeux d'alliance ?", n°111, 12/2017.
- « La métropole, une synthèse juridique des phénomènes urbains ? Point de vue juridique », in *Aux confluences de la ville - Approche interdisciplinaire de la ville en droit public*, Association des Doctorants en Droit Public de Lyon (ADPL), Édition Université Jean Moulin Lyon 3, 2016.
- « Les relations des métropoles avec leur environnement institutionnel », in *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, p. 143.
- « La représentation au sein des métropoles : entre disparités et paradoxes », in *L'assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, L'Harmattan, 2016, p. 67.
- « Acte 3 de la décentralisation - La simplification et la démocratisation annoncées seront-elles au rendez-vous ? », *JCP A*, 16 novembre 2015, n° 46, p. 18.
- « De la métropole de 2010 aux métropoles de 2014 », *AJDA*, n°8, 2014, p. 435.

→Droit de la fonction publique

- « Quel bilan de la modernisation de l'action publique en matière de gestion des personnels publics ? Entre optimisation et incohérences », *Droit administratif*, n°7, juillet 2018.
- « De la nécessité de renforcer et d'adapter le cadre déontologique de la fonction publique », in *Déontologie et droit public*, L.G.D.J, juin 2014, pp. 83-99.
- « Les insuffisances de la répression du harcèlement sexuel dans la Fonction publique », *Actualité Juridique Fonctions Publiques*, novembre-décembre 2011, n°6, pp. 338-344.
- « Les spécificités de la répression du harcèlement sexuel dans la Fonction publique », *Actualité Juridique Fonctions Publiques*, juillet-août 2011, n°4, pp. 212-218.

→Réforme de l'État

- « Les nouveaux territoires de l'action de l'État, facteur de complexité administrative », *Droit et gestion des collectivités territoriales*, "Les territoires de l'État", Le Moniteur, 2017, p. 237.
- « La simplification de l'administration territoriale de l'État par la Modernisation de l'Action Publique : entre hésitations et complexité », *RFDA*, n°5, 2016, p. 971.
- « L'acte 5 de la déconcentration ou la nécessaire métropolisation de l'action de l'État dans les territoires », *JCP A*, 26 janvier 2015, n°4, p. 42-49.

→Contrats administratifs

- « André de Laubadère, théoricien du droit des contrats administratifs », *RFDA*, n°6, 2010, pp. 1240-1248.

b- Travaux en droit constitutionnel

■ Ouvrages

- Le juge constitutionnel et les révisions constitutionnelles, Thèse, 2009.
- La gauche et la VI^e République, L'Harmattan, Collection Logiques juridiques, mai 2005, 250 pages.

■ Articles

- « La Constitution de 1958 : cadre adapté ou frein à la consécration de l'acte 3 de la décentralisation ? », in *Actes du 10^e Congrès de l'Association française de droit constitutionnel*, juin 2017, <https://afdcdroitconstitut.wixsite.com/ateliers/atelier-a>
- « Israël, la place de la religion dans un " État ni laïc, ni religieux " », *Constitutions*, n°2, avril-juin 2010, p. 257.
- « Le rapport Balladur et la réforme des procédures de révision constitutionnelle », *Annales de l'Université Toulouse 1*, PUSST, L II 2010-2011.
- « 60 ans après : Israël doit-il toujours se doter d'une Constitution ? », *RDP*, n°1, 2009, pp. 125-150.
- « À propos de la décision du Conseil constitutionnel relative au Traité de Lisbonne. Réflexion sur la procédure de l'article 54 de la Constitution », *Politéia*, n°13, « Constitution et Traité de Lisbonne », printemps 2009, pp. 39-61.
- « À l'occasion des anniversaires de la Constitution française et de la création d'Israël : Réflexions sur les titulaires du pouvoir constituant », *Actes du VII^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC)*, 2008, www.droitconstitutionnel.org.
- « Jurisprudences et révision constitutionnelle : l'exemple de 2007 », *RDP*, n°5, 2007, pp. 1237-1261.
- « 1907-2007 : La République de Pierre Mendès-France, modernité ou anachronisme ? », *Politéia*, n°11, « La campagne présidentielle de 2007 : quels débats constitutionnels ? », juin 2007, *Chroniques constitutionnelles*, pp. 261-274.
- « Les élections de 2007 ou la consécration d'une V^e République présidentialisée », in *Les élections présidentielles et législatives de 2007*, CERCP, PUSST, 2007, pp. 235-266.
- « La VI^e République : projet politique ou objet mercatique pour la gauche ? », in *Demain, la Sixième République ?*, LGDJ, IFR - Actes de colloques n°4, 2007, pp. 237-266.
- « La gauche et la VI^e République en France – Quelles perspectives pour le débat institutionnel, suite au rejet de la Constitution européenne ? », *Revue Tunisienne de Droit*, 2005, pp. 175-197.

2 - Interventions dans des colloques

- « Tourisme et développement économique: quelles interactions ? », Colloque, *Tourisme et métropoles en PACA : compétences et enjeux*, Université de Toulon, 6 décembre 2018.
- « L'articulation des compétences entre la métropole de Lyon et ses communes », Colloque, *La métropole de Lyon : de la singularité à la modélisation ?*, Université Lyon 2, 29 et 30 mars 2018.
- « La gouvernance des zones situées hors métropoles : les oubliées de l'acte 3 de la décentralisation ? », Colloque international, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Rennes (Université Rennes 2), Chaire Territoires et Mutations de l'Action Publique (Sciences Po-Rennes), *Quelles centralités hors des métropoles ? La trajectoire des petites villes européennes comme enjeu d'équité territoriale*, Lamballe, 22-23 mars 2018.
- « Les métropoles entre « alliances » et « absorptions » des territoires : quelle place pour les collectivités en territoire métropolitain ? », Journée scientifique, *L'« alliance des territoires »: Usages de la notion et perspectives scientifiques*, organisée par la chaire Territoires et mutations de l'action publique et le Pôle métropolitain Loire-Bretagne, IEP de Rennes, 19 octobre 2017.
- « La Constitution de 1958 : cadre adapté ou frein à la consécration de l'acte 3 de la décentralisation ? », 10^e Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Université de Lille, 22, 23 et 24 juin 2017.
- « Les nouvelles "super-régions françaises", facteur de complexité de l'action de l'État au niveau régional », Septième congrès triennal de l'ABSP (Association belge de science politique), *L'État face à ses transformations*, Université de Mons, 3 et 4 avril 2017.
- « Acte 3 de la décentralisation : vers un couple métropole-région « à la française » ? », Colloque OLA (*Observatory on Local Administration*), CCRE (Conseil des communes et des régions d'Europe), *L'impact de la régionalisation, de l'intercommunalité, et de la métropolisation sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe*, Université Comenius, Bratislava, 30 juin – 2 juillet 2016.
- « La métropole, une synthèse juridique des phénomènes urbains ? Point de vue juridique », Colloque des doctorants de l'équipe de droit public de Lyon, *Aux confluences de la ville*, Université Lyon 3, 7 avril 2016.
- « La simplification de l'administration territoriale de l'État par la MAP : entre hésitations et complexité », Symposium, École nationale d'administration, *La simplification des formes et modalités de l'action publique*, ENA, Strasbourg, 10 et 11 décembre 2015.
- « Les relations des métropoles avec leur environnement institutionnel », Colloque GRALE / CNRS / OMIJ / AdCF, *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Université de Limoges, 4 et 5 décembre 2015.
- « L'acte 3 de la décentralisation : enjeux et perspectives », 4^{ème} colloque AIRMAP (Association Internationale de Recherche en Management Public), *Les nouveaux territoires du management public*, Université Lyon 3 – IAE Lyon, 28 et 29 mai 2015.
- « La représentation au sein des métropoles : entre disparités et paradoxes », Congrès de l'Association française du droit des collectivités locales, *L'assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, Université de Bordeaux IV, 20 et 21 novembre 2014.
- « André de Laubadère, théoricien du droit des contrats administratifs », 2^e Printemps de la jeune recherche, AFDA (Association Française pour la recherche en Droit Administratif), Université de Bordeaux IV, 4-9 juin 2010.
- « À l'occasion des anniversaires de la Constitution française et de la création d'Israël : Réflexions sur les titulaires du pouvoir constituant », VII^e Congrès de l'AFDC (Association Française de Droit Constitutionnel), Paris, 25-27 septembre 2008.
- « Le rapport Balladur et la réforme des procédures de révision constitutionnelle », Journée d'études, *Réflexions autour des propositions du Comité Balladur*, Université Toulouse 1, 5 mai 2008.
- « Les élections de 2007 ou la consécration d'une V^e République présidentiale », Journée d'études, *Les élections présidentielles et législatives de 2007*, Université Toulouse 1, 27 juin 2007.
- « La VI^e République : projet politique ou objet mercatique pour la gauche ? », Colloque, *Demain, la Sixième République ?*, Université Toulouse 1, 6 et 7 avril 2006.

3 - Activités collectives

▪ Equipes de recherche

- Membre de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL), Université Jean Moulin - Lyon 3 - EA 666.
- Membre du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), Commission "Organisation(s) territoriale(s)"
- Membre de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).
- Membre de l'Association française de droit des collectivités locales (AFDCL).
- Membre de l'Association française du droit de la fonction publique (AFDFP)

▪ Participation à des rapports

- Université de Toulon, Projet de recherche ATMETRO, RAPPORT FINAL, L'attractivité de l'espace métropolitain toulonnais : impact économique et compétences de la future métropole, Juin 2019.

PARTICIPATION A DES JURYS

- Octobre 2016 : Membre du jury du concours d'entrée à l'École d'avocats Rhône Alpes
 - Avril 2017 : Membre d'un comité de sélection à l'université Lyon 3 pour le recrutement d'un maître de conférences.
-